

La « charité » de Trump pour les producteurs agricoles

Le 25 septembre dernier, lors d'une rencontre avec le président turc, Donald Trump aurait déclaré qu'une partie des revenus tirés des tarifs douaniers serait versée aux producteurs agricoles pour qu'ils restent « en bonne forme ». Cette promesse a suscité un certain scepticisme puisque les intentions réelles du président derrière cette mesure semblent floues.



Jamais un président n'avait atteint un niveau d'impopularité aussi élevé que Trump à ce stade de son mandat et la situation ne va pas en s'améliorant pour lui qui doit conserver une base électorale forte. C'est nécessaire pour lui afin de pouvoir conserver sa majorité à la chambre des représentants dont les élections de mi-mandat seront en 2026. Considérant que le vote des populations rurales et agricoles lui avait été majoritairement accordé lors des dernières élections, il y a un enjeu stratégique de conserver un lien fort avec cette partie de l'électorat.

Son mégaprojet de loi, le One Big Beautiful Bill Act, adopté à la majorité par la Chambre des représentants — composée majoritairement par les républicains —, contient plusieurs mesures agricoles. Le texte a été adopté par le biais du mécanisme de réconciliation budgétaire, une procédure accélérée au Sénat et réservée aux politiques qui modifient les dépenses fédérales ou les recettes de l'État. Ce choix limite toutefois la portée de la loi : elle ne peut pas créer de nouveaux programmes, mais seulement prolonger ou ajuster ceux déjà existants.

Selon une estimation du Congressional Budget Office, les mesures agricoles prévues augmenteraient les dépenses fédérales d'environ 54 milliards de dollars. Trump affirme que les revenus tirés des tarifs douaniers s'élèveraient à 31 milliards, un chiffre qui n'a toutefois jamais été officiellement confirmé. Ce serait donc une dépense qui dépasserait les revenus des tarifs, donc l'argent devrait être allé chercher ailleurs, ce qui contredit l'administration Trump qui cherche à réduire les dépenses publiques depuis le début du mandat.

Malgré l'ampleur annoncée du plan, plusieurs obstacles techniques et juridiques se dressent. La redistribution de revenus publics relève normalement du Congrès, ce qui empêcherait le président d'en décider unilatéralement. Par ailleurs, la Cour suprême doit bientôt se prononcer sur la légalité des tarifs imposés par Trump : s'il s'avérait qu'il n'avait pas le pouvoir de les instaurer, il serait impossible d'en redistribuer les recettes.

Les critiques soulignent aussi la contradiction entre le discours et la réalité économique : difficile de prétendre soutenir les agriculteurs tout en maintenant des tarifs qui font grimper leurs coûts. Depuis le retour au pouvoir de Trump, les prix des intrants agricoles ont bondi, et ses politiques migratoires ont accentué la pénurie, et donc le coût de la main-d'œuvre.

Impacts sur la compétitivité des producteurs américains

En investissant massivement dans la production agricole, le gouvernement fédéral réduit artificiellement les coûts pour les exploitants américains.

Les producteurs agricoles américains traversent déjà une période difficile : les coûts de production élevés, la faiblesse des prix et les tensions commerciales persistantes limitent leurs marges de manœuvre. Dans ce contexte, l'injection de fonds publics pourrait offrir un certain répit en soutenant leur trésorerie et en stabilisant temporairement le secteur.

Cette aide financière soulève aussi des enjeux de compétitivité. En investissant massivement dans la production agricole, le gouvernement fédéral réduit artificiellement les coûts pour les exploitants américains. Sur le plan international, cela risque d'accentuer les déséquilibres concurrentiels. Le One Big Beautiful Bill Act pourrait ainsi renforcer la position des producteurs américains sur les marchés d'exportation, au détriment de leurs concurrents, notamment au Canada. Plusieurs pays pourraient y voir une forme de subvention déguisée, contraire à l'esprit des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour les producteurs étrangers, les conséquences sont claires : leurs coûts de production deviendraient encore moins compétitifs face à une agriculture américaine subventionnée. Cette situation pourrait raviver les tensions commerciales et remettre en question la loyauté de la concurrence dans le commerce agroalimentaire nord-américain.

Le One Big Beautiful Bill Act n'entrera en vigueur qu'en 2026. Les impacts concrets sur le monde agricole ne seront donc pas perceptibles avant plusieurs mois. L'aide promise aux producteurs ne pourrait être versée qu'après le jugement de la Cour suprême, attendu en novembre. D'ici là, difficile de dire si cette annonce marque le retour d'un véritable plan de soutien rural ou simplement une manœuvre électorale visant à consolider le vote des régions rurales, un appui dont Donald Trump aura plus que jamais besoin. ■

GENIUS^{EC}



LA VENTILATION INTELLIGENTE

Avec nos moteurs GENIUS^{EC} en communication Modbus, chaque ventilateur se gère indépendamment

- ✓ Alerte en cas de blocage ou d'anomalie
- ✓ Puissance visible en temps réel
- ✓ Mode Backup intégré
- ✓ Réduction des coûts d'installation

LA TECHNOLOGIE AU SERVICE
D'UN CLIMAT PARFAIT

MONITROL

450-641-4810
www.MONITROL.COM
BOUCHERVILLE, QC

227928